

Si nous perdons la guerre nous sombrons dans un abîme de misères indicibles. Les libertés conquises par des luttes et des sacrifices, tout cela sera détruit si nous perdons la guerre. Comme on l'a souvent répété, qu'on cesse donc de dénigrer la démocratie, et qu'on s'occupe de la sauver. Faisons tous les efforts nécessaires pour corriger ses imperfections. Déjà, le Premier Ministre du Canada, indiquait l'autre jour, un des remèdes lorsqu'il disait que "nous devons mettre nos ressources et notre habileté à profit pour répondre aux besoins de l'homme plutôt qu'à son avidité, que nous devons, par-dessus tout, chercher à faire servir nos ressources naturelles à la conservation de notre capital humain, à l'amélioration de la santé et du bien-être de toute la population."

Il convient ici de citer M. E. Bevin, Ministre britannique du Travail, dans le témoignage qu'il rend à l'effort de guerre du Canada :

Le gouvernement britannique désire vivement que les journaux rendent convenablement justice au Canada de l'effort qu'il soutient dans cette guerre. Il y est entré dès le premier jour et s'y emploie sans réserve. Je puis vous assurer que tant au point de vue des effectifs qu'à celui de la production, le Canada agit très rapidement dans le sens de la rationalisation de la production des armements: c'est-à-dire qu'en fonction des problèmes qui se posent en notre pays, le Canada sait collaborer promptement dans la construction des navires, des avions ou de quoi que ce soit. En d'autres termes, le Canada se montre empressé à agir de concert avec la Grande-Bretagne et à satisfaire les besoins de cette dernière.

Ce témoignage constitue un dossier important en faveur de tout ce qui s'accomplit au Canada pour la cause des Alliés.

Comme on l'a déjà dit dans cette Chambre, tout le monde convient qu'il faut d'abord gagner cette guerre. Cependant, je ne suis pas le seul à croire qu'il faut dans les circonstances avoir autant de clairvoyance que possible et de prudence bien inspirée en face du désordre général non seulement possible, mais probable, qui résultera du présent conflit. C'est ce qui a inspiré, non seulement au Canada, mais chez nos voisins, des opinions relatives aux problèmes d'après-guerre, et aussi est-il impérieux de prévoir autant que possible les résultats qui en résulteront dans tous les domaines.

On commence à parler de la nécessité de l'immigration. Après la guerre de 1914-1918 on a commis de graves erreurs sur la question de l'immigration.

Le conflit européen était à peine terminé qu'on accueillait des milliers et des milliers d'immigrés, qui étaient quelques dix ans plus tard à la charge de l'Etat, soit que ces étrangers n'aient pas su s'adapter à la vie canadienne, soit encore que notre économie ait

été incapable d'absorber une invasion aussi massive.

Voici les chiffres de l'immigration depuis la Grande Guerre jusqu'en 1930: 1918, 31,845; 1919, 107,698; 1920, 138,824; 1921, 91,728; 1922, 64,224; 1923, 133,886; 1928, 166,783; 1929, 164,993; 1930, 104,806. Dès le début de la crise économique, le gouvernement libéral étant battu, on a mis fin à cette politique irréféchie. En 1931, le chiffre de l'immigration est tombé à 27,530. Les Iles britanniques ont fourni, pendant ces années, un bel effort; 1919, 57,251; 1920, 75,804; 1921, 43,772; 1922, 31,005; 1923, 70,110; 1924, 57,612; 1925, 35,362; 1926, 48,819; 1927, 52,940; 1928, 55,848; 1929, 66,801; 1930, 31,709. Mais la population du Royaume-Uni ne pouvait pas subir sans danger pareille saignée. Aussi de 1926 à 1930, à l'exception de l'année 1929, les pays étrangers nous ont envoyé beaucoup plus d'immigrants que la Grande-Bretagne et l'Irlande.

Qu'avons-nous fait de ces nouveaux venus? Quelques-uns d'entre eux ont eu des fortunes extraordinaires: dans la politique, le fonctionnarisme, la finance, l'industrie et la presse. Mais, à tout considérer, ceux qui ont obtenu de grands succès ont été très rares. La masse a végété. Elle a même connu la misère. En février 1934 il y avait 1,154,822 personnes vivant de l'assistance publique; en février 1935, il y en avait encore 1,054,821. Il va sans dire que ceux qui ont vécu d'allocations de chômage n'étaient pas tous des immigrés. Bon nombre de nouveaux arrivants s'étaient emparé des occupations des Canadiens. Il s'en est suivi du mécontentement et des griefs. Les Canadiens ont conservé un fort mauvais souvenir de cette période malheureuse. Ils ne veulent certainement pas la revivre. Ils s'imposent assez de sacrifices pendant cette guerre pour avoir droit à ce que les gens de langue anglaise appellent la sécurité sociale, qui consiste en une juste protection contre le chômage, la misère, l'inquiétude du lendemain. Comme l'écrivait le Directeur du *Devoir*, le 30 janvier 1943:

Il faut voir les choses telles qu'elles sont. On nous prépare de toute évidence, pour l'après-guerre, une politique d'immigration massive. Il importe d'en mesurer aussitôt que possible les conséquences probables, et d'étudier les attitudes qu'elles commandent.

Il ne saurait être question d'interdire à tous les gens de l'extérieur l'entrée du Canada; mais le premier devoir de nos gouvernants est envers ceux qui ont fait ce pays, envers leurs enfants. Dans le fallacieux espoir d'améliorer rapidement les conditions consécutives à la guerre, il ne faut pas risquer d'aggraver le sort des populations actuelles, de compromettre l'équilibre économique, social et même politique du Canada. Chacun sait que, de ce triple point de vue, l'arrivée subite, et en nombre trop considérable, d'éléments étrangers, pourrait avoir d'inquiétantes répercussions.

En tout cas, il est un point qu'il faut retenir; c'est qu'au nombre des graves problèmes que